

quer aux problèmes fondamentaux de la société. Les destinées des deux sont indissolublement unies. Lorsque les ouvriers prendront leur sort entre leurs mains, lorsqu'ils s'empareront du pouvoir et commenceront leur reconstruction de la société, toute l'humanité sautera du royaume de la nécessité dans le royaume de la liberté.

RIA STONE

NOTES

LA SITUATION INTERNATIONALE

L'explosion de la guerre de Corée a apporté une modification radicale à la situation mondiale. Il y a plus de distance entre le printemps et l'automne 1950 que des années entières n'en créaient autrefois. Ce changement brutal se reflète nettement dans l'état d'esprit des grandes masses de la population qui a changé du tout au tout en l'espace de quelques semaines. Avant, bien que tout le monde sentait d'une manière confuse que la troisième guerre mondiale était inéluctable, cette idée n'était pas réellement présente, ne déterminait pas l'attitude pratique, individuelle aussi bien que collective, des hommes. Le prolétariat, en particulier, traversait un état d'apathie, qui exprimait la compréhension de la part des ouvriers du caractère réactionnaire de la lutte des deux blocs et de leurs prolongements à l'intérieur de chaque pays, mais aussi la conscience de la quasi-impossibilité pratique d'une lutte de classe autonome et efficace dans les conditions actuelles. La consolidation temporaire de l'économie capitaliste entre 1948 et 1950 semblait elle-même offrir une base objective à ce répit : la baisse du pouvoir d'achat ouvrier s'était considérablement ralentie et, si une certaine surproduction commençait à se manifester, dans la plupart des pays capitalistes le chômage n'était encore qu'une menace lointaine.

Avec la guerre de Corée, les gens ont compris que la guerre était inéluctable non seulement théoriquement, mais dans la pratique ; ce qui semblait une échéance lointaine à laquelle on pourrait, avec un peu de chance, échapper, est apparu comme une certitude du lendemain, avec laquelle on ne pouvait plus ruser. Les conséquences concrètes de la guerre de Corée à l'intérieur de chaque pays — réarmement, prolongation du service militaire, hausse des prix, augmentation du temps de travail — ont fait pour affirmer cette certitude encore plus que le bruit lointain des canons. Le résultat en a été la prostration de la population désarmée face à la catastrophe inévitable. Prostration qui trouve sa source dans le sentiment qu'aucune action n'est possible pour arrêter le processus maintenant déclenché, que les forces qui sont

en jeu sont au dessus de la puissance et du contrôle de n'importe qui, mais aussi dans l'idée, plus ou moins partagée par tous, que la guerre sera une catastrophe sans précédent, à laquelle il n'y aura pas d'autre issue que la ruine de l'humanité, le plongeon dans l'abîme.

Nous avons toujours affirmé l'inéluctabilité de la troisième guerre mondiale ; nous en avons fait la base de notre perspective historique et politique. Il ne s'agit plus maintenant de discuter cette idée, mais de faire comprendre à l'avant-garde le contenu essentiel de cette perspective, à savoir que la troisième guerre mondiale posera devant l'ensemble de l'humanité le problème de la transformation révolutionnaire du monde et créera en même temps les conditions pour qu'une réponse positive à ce problème puisse être donnée. Dès le prochain numéro de « Socialisme ou Barbarie », nous commencerons la publication de textes relatifs à ce problème crucial. Aujourd'hui, nous tâcherons de clarifier de plus près les événements récents et les possibilités d'évolution de la situation dans l'avenir proche.

LES DEUX ASPECTS DU CONFLIT RUSSO-AMERICAIN

La décadence et la crise du capitalisme posent le problème d'une transformation radicale de la société, qui ne peut plus continuer à exister sous les formes inefficaces et non intégrées du capitalisme traditionnel. Aussi longtemps que le prolétariat n'est pas en mesure de réaliser lui-même cette transformation dans un sens révolutionnaire, elle tend à se faire dans un sens réactionnaire par les formations sociales dominantes, soit par la bureaucratie capitaliste en fusion personnelle avec les grands monopoles, soit par la nouvelle bureaucratie ouvrière totalitaire. Cette dernière est groupée autour de la bureaucratie russe, cependant que la première se groupe autour du capitalisme américain. La lutte actuelle entre les deux blocs — et la guerre mondiale dans laquelle cette lutte dominera — est donc le point de rencontre de deux conflits intimement reliés : le conflit « extérieur » entre impérialisme russe et impérialisme américain pour la domination du monde ; le conflit « social » entre monopoles et les bureaucrates qui leur ont liés, d'un côté, les bureaucrates ouvriers staliniens de l'autre, sur la manière, les modalités et les bénéficiaires de la transformation inéluctable de la société dans le sens de la sauvegarde du système d'exploitation. Cette lutte recoupe même la lutte de classe dans la mesure où la bureaucratie stalinienne est encore capable de mobiliser sur une base « anticapitaliste » des fractions du prolétariat, en présentant sa lutte comme une lutte pour le « socialisme ». C'est surtout cette possibilité de mobilisation qui donne son importance au conflit « social » qui oppose la bureaucratie ouvrière aux couches bureaucratiques-monopolisatrices, conflit qui serait autrement réduit aux proportions d'une lutte de clans, au sein de la classe dominante.

LA POLITIQUE MONDIALE DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

La politique mondiale de la bureaucratie stalinienne est l'instrument conscient de son expansion. La nécessité de cette expansion découle des contradictions internes de l'économie de la société bureaucratique aussi bien que du processus de concentration mondiale des forces productives et du pouvoir. Nous ne nous étendrons pas ici sur cette

question, à laquelle nous espérons consacrer prochainement une étude spéciale (1). Il suffit pour le moment de constater que, de ce point de vue l'expansion impérialiste du capitalisme bureaucratique ne diffère pas essentiellement de l'expansion du capitalisme monopoléur. Mais le contenu concret de l'expansion bureaucratique et les moyens qu'elle met en œuvre, présentent comparativement à l'expansion des monopoles, des modifications profondes qui mesurent la distance qui sépare la concentration monopolistique de la concentration étatique.

Tout d'abord, le moteur concret et le but immédiat de l'expansion bureaucratique n'est pas la « conquête des marchés » et le « placement des capitaux », mais l'exploitation directe de la main-d'œuvre et des ressources naturelles des pays dominés. En même temps, cette exploitation ne peut pas se faire par la pénétration « pacifique » du capital et le changement graduel et « naturel » des structures sociales et économiques des pays dominés, comme celui qu'amène l'impérialisme classique ; l'instauration de la domination et de l'exploitation bureaucratiques suppose la transformation radicale et rapide de ces structures, par l'étatisation et l'expropriation des capitalistes privés.

Ensuite, dans la lutte pour son expansion, la bureaucratie installée au pouvoir — la bureaucratie russe — veut et peut utiliser les contradictions internes du bloc adverse ; elle n'en profite pas seulement passivement, elle s'y insère activement par l'intermédiaire des partis staliniens. Ce facteur a été jusqu'ici prédominant dans la politique extérieure de la bureaucratie. S'il est vrai que l'objectif premier de cette politique a été pendant longtemps la « défense de la Russie », c'est-à-dire la défense du pouvoir de la bureaucratie dans le pays où il s'est consolidé pour la première fois, s'il est vrai que l'action et l'existence même des partis staliniens à l'étranger ont été toujours soumis à cet impératif catégorique, en revanche il est tout aussi important de constater non seulement que les partis staliniens sont les armes essentielles de cette politique mais aussi que le pouvoir de la bureaucratie sur un pays est indissolublement lié à l'accession du parti stalinien correspondant au pouvoir.

Enfin, l'économie bureaucratique et ses contradictions se développent avec un rythme relativement uniforme ; la forme sous laquelle s'expriment les contradictions de l'économie — la crise de la productivité du travail — est permanente ; les explosions périodiques violentes — les crises du capitalisme traditionnel — y sont inconnues. En même temps, le personnel exerçant le pouvoir jouit d'une stabilité sans comparaisons avec celle qui existe dans les pays bourgeois. Une orientation à long terme peut être ainsi définie et appliquée, dans la mesure évidente où le permettent les contradictions sociales du système et l'anarchie propre de la bureaucratie ; mais cette mesure et incomparablement plus grande que celle qui existe pour un gouvernement bourgeois. En dernier lieu, la bureaucratie, tout en ayant cessé d'avoir un rapport quelconque avec l'essence profonde du marxisme, garde de ses origines la possibilité d'utiliser pour se guider toute une partie de la sociologie marxiste qui, pour être la plus superficielle, ne lui en confère pas moins une grande supériorité sur ses adversaires bourgeois.

On a énormément parlé jusqu'ici des « erreurs », des « tournants », des « contradictions » et de la « vue courte » de la politique de la bureaucratie. Ceci, parce qu'on l'a jugé comme si elle était — ou si elle voulait être — la politique d'un état-major révolutionnaire. Mais si on place l'analyse de la politique russe dans son véritable cadre, si on la considère comme l'instrument d'une classe exploiteuse pour la réalisation de ses buts propres, il est incontestable qu'elle est beau-

(1) Voir dans l'article « La bureaucratie yougoslave », publié dans le n° 5-6 de cette Revue, le chapitre « La rupture russo-yougoslave, expression des luttes internes de la bureaucratie », en particulier les p. 46-47.

coup plus cohérente et systématique que celle d'un état bourgeois quelconque. Le fondement de cette unité et de cette continuité de la politique se trouve dans la permanence relative des conditions extérieures et intérieures de l'activité de la bureaucratie, conditions qui trouvent dans cette politique une expression directe et rigoureuse.

Nous avons parlé plus haut des deux aspects fondamentaux de la lutte russo-américaine. Ce sont ces deux aspects : conflit « extérieur », politique d'état de la bureaucratie russe appuyée par l'action diplomatique et militaire, conflit « social », lutte des partis staliniens sur le plan social et politique appuyés par des larges fractions des masses exploitées — que nous retrouvons comme les deux constantes de la politique bureaucratique. Celle-ci a toujours utilisé ces deux facteurs combinés, même lorsque l'un est réduit à sa plus simple expression, comme l'action du parti stalinien en Allemagne orientale en 1945-46, ou au contraire le rôle joué par la Russie en tant qu'état et puissance militaire dans la victoire de Mao-Tse Tung en Chine, rôle se limitant à la garantie indirecte qu'elle représentait contre une éventuelle intervention des Etats-Unis qu'elle a ainsi en fait interdite.

On peut suivre l'utilisation combinée de ces deux facteurs dans la politique russe depuis 1945 (la période d'avant la guerre ne peut pas être jugée avec les mêmes critères car la bureaucratie n'avait pas encore rang de véritable puissance mondiale et, à l'intérieur de la Russie, le processus de sa formation s'achevait à peine). La première vague d'expansion bureaucratique de 1945 à 1947 a été directement liée à l'avance de l'armée russe, aussi bien en Europe centrale qu'en Extrême-Orient (Corée du Nord). Mais cette action de l'armée russe n'était pas un but en soi ; elle n'était qu'un des moyens — le plus important — qui ont permis l'installation dans tous ces territoires de régimes bureaucratiques entraînant une transformation radicale des structures économiques et sociales.

Pendant une deuxième phase — qui commence alors que la consolidation du régime bureaucratique dans les pays satellites n'est pas encore achevée — la lutte est surtout menée par les partis staliniens locaux là où elle est possible. Elle tourne rapidement court en France et en Italie (1947-1948), dure un peu plus longtemps en Grèce (1947-1949), mais aboutit à une victoire d'une immense signification historique en Chine. On peut facilement voir que, pendant cette période, c'est l'action propre des partis staliniens qui est l'instrument essentiel de l'expansion bureaucratique.

On pourrait dire que l'attaque stalinienne en Corée marque une troisième étape, pendant laquelle ce sont à nouveau les actions militaires dirigées ou appuyées de l'extérieur (Corée, Indochine) qui deviennent l'instrument principal.

Y a-t-il un élément commun à travers ces trois tactiques ? S'insèrent-elles dans une stratégie unique à long terme et quelle est celle-ci ?

On a souvent parlé dans les milieux politiques et journalistiques occidentaux de la théorie de l'« écroulement intérieur » du capitalisme qui serait celle de l'état-major politico-militaire russe. Selon cette conception, la stratégie fondamentale de la bureaucratie russe serait d'attendre que la crise du capitalisme atteigne un degré suffisant d'acuité pour que les pays capitalistes tombent d'eux-mêmes, tels des fruits mûrs, l'un après l'autre, dans la gueule accueillante de Staline. L'élément essentiel de la stratégie russe serait dans ce cas l'action des partis staliniens de l'étranger, qui devraient donner une « issue révolutionnaire » dans le sens bureaucratique à la crise du capitalisme, l'armée russe étant là comme une force de réserve pour le cas où ces révolutions déclencheraient l'intervention militaire d'autres pays capitalistes — en l'occurrence des Etats-Unis.

Il y a au moins deux raisons fondamentales qui excluent que cette conception puisse être la base de la politique russe.

La première, c'est que cette conception attribuerait au capitalisme occidental et à ses classes dirigeantes une résignation stoïque, plus

même, une volonté de mourir qui n'existent absolument pas. Le capitalisme réagit lui aussi face à sa propre crise ; il réagit à la fois en se transformant lui-même et en cherchant la solution de ses contradictions dans l'expansion — c'est-à-dire en préparant la guerre contre le bloc bureaucratique. La bureaucratie ne peut pas ne pas être consciente de cet état de fait.

La deuxième, c'est que cette conception méconnaît les contradictions internes du bloc bureaucratique lui-même et attribue à la bureaucratie russe un rôle absolument désintéressé dans l'affaire de l'extermination du capitalisme traditionnel. Ce qui est le mobile de la bureaucratie russe n'est pas la transformation bureaucratique du monde, mais la domination mondiale ; pour elle, cette transformation n'est qu'un moyen — le seul, d'ailleurs — pour arriver à cette domination et lui donner le contenu qu'exigent ses intérêts. Plus concrètement, il lui est indifférent — il peut même lui être désagréable — que des régimes bureaucratiques s'installent successivement dans divers pays, si en même temps ces pays ne tombent pas sous son contrôle total ou partiel, direct ou indirect, immédiat ou relativement différé. Mais comment ce contrôle peut-il être assuré ?

Si on laisse de côté les romans policiers sur les émissaires guépéoutistes dont serait affublé chaque bureau politique stalinien — romans qui, même s'ils contiennent une part de vérité, ne sont pas intéressants — il est évident que ce contrôle est, d'une part, basé sur des conditions objectives extérieures — la lutte avec le bloc occidental qui, presque indépendamment de leur volonté, cimenter les couches bureaucratiques, l'indigence économique que seule la Russie peut jusqu'à un certain point pallier ; d'un autre côté, il ne peut être concrétisé et consolidé que par l'ingérence directe des représentants de la puissance russe. Dans ce sens, la bureaucratie est obligée d'envisager — quoique non nécessairement d'une manière simultanée dans l'exécution — son intervention directe militaire et « civile » comme tout aussi essentielle que la lutte « sociale » et politique que mènent ses partisans locaux.

Mais ceci signifie précisément que la bureaucratie ne peut ni ne veut laisser le « pourrissement » du monde capitaliste se faire tout seul. A la fois pour parer à la réaction des capitalistes et pour assurer son contrôle sur les zones où sa domination s'étend progressivement, elle tendra de plus en plus à intervenir directement ou, de toute façon, à faire prédominer les aspects « militaires » de la lutte sur les autres. Nous parlons, bien entendu, de la tendance générale de l'évolution, ce qui n'exclut pas des phases contredisant provisoirement cette orientation générale, et surtout ne signifie nullement que l'aspect « social » de la lutte bureaucratique va disparaître — aspect qui donne à cette lutte la plus grande partie de son efficacité.

LA POLITIQUE DU BLOC OCCIDENTAL

Il faut d'abord se débarrasser d'une conception qui a encore cours parmi les milieux « de gauche », à savoir : que la guerre n'est possible pour les capitalistes que lorsque le développement économique est arrivé à une impasse, qu'il n'y a plus d'autre issue à la crise de l'économie et, d'autre part, lorsque le « mouvement ouvrier » a été battu, devenant ainsi incapable de résister au déclenchement de la guerre.

Cette conception — élevée à la dignité d'une théorie par les épigones de Trotsky — est d'abord démentie par les faits. La guerre de 1914 a été déclenchée à un moment où l'économie capitaliste florissait et où le mouvement ouvrier se trouvait au sommet de sa puissance apparente. Elle ne résiste pas non plus à l'analyse logique. La

crise n'est pas la cause de la guerre — ni même une cause occasionnelle nécessaire. La cause véritable de la guerre se trouve dans les contradictions profondes du système d'exploitation qui sont permanentes, même si elles se manifestent violemment à la surface, surtout au moment de la crise. Ces contradictions imposent à la classe capitaliste une politique d'expansion, et la guerre c'est le heurt brutal de ces politiques qui s'opposent les unes aux autres. Le moment précis de son explosion dépend d'une série de facteurs, parmi lesquels l'existence ou non d'une crise économique au sens précis du terme ne joue pas, en tant que telle, un rôle prépondérant. La durée de la paix dépend de la solidité de l'équilibre auquel avait abouti le règlement précédent, de la marge que cet équilibre accordait à l'expansion de chacune des puissances opposées. Le monde de Versailles avait une certaine viabilité (limitée à une ou deux décades) ; le monde de Potsdam n'en avait aucune. En ce sens, la troisième guerre mondiale était nécessairement posée dès 1945, et ce sont des causes relativement extérieures qui ont rendu possible l'interlude 1945-1955.

Le « besoin d'infliger des défaites décisives » au mouvement ouvrier avant de déclencher la guerre ne signifie en lui-même rien. Le « besoin » découlerait pour les capitalistes de la nécessité d'avoir les « mains libres » à l'intérieur. Mais il est bien possible — ce fut le cas en 1914 — que ce soit précisément le déclenchement de la guerre qui soit pour le capitalisme le meilleur moyen dans les conditions concrètes d'imposer totalement sa domination à la classe ouvrière. D'un autre côté, l'argument perd toute signification lorsque le « mouvement ouvrier » tel qu'il apparaît à travers les grandes organisations qui encadrent la classe, est lui-même divisé en deux camps, dont chacun soutient sur des blocs en présence. Et tel est le cas aujourd'hui car que signifie dans les conditions de 1950, « infliger une défaite décisive au mouvement ouvrier » ? Battre les réformistes et les staliniens ? Mais le capitalisme n'a pas besoin de battre les réformistes ; il lui faudrait une bonne dose de folie pour arriver à cette idée. Les réformistes sont son meilleur appui au sein de la classe ouvrière. Le capitalisme anglais devra-t-il « battre le travaillisme » pour pouvoir faire la guerre ? Mais c'est le travaillisme qui seul peut faire accepter au prolétariat anglais l'idée de la guerre. Quant aux staliniens, la lutte contre eux-ci est évidemment contenue dans la préparation et la conduite de la guerre ; mais le succès de cette lutte sur le plan intérieur (pour les pays où le problème se pose, c'est-à-dire surtout en France et en Italie pour ce qui est de l'Europe) n'est nullement une condition nécessaire du déclenchement de la guerre. Tout ce charabia aurait une signification s'il y avait aujourd'hui un mouvement ouvrier organisé, autonome par rapport aux deux blocs, et capable de s'opposer efficacement à la préparation de la guerre. Mais un tel mouvement n'existe ne peut exister aujourd'hui.

La situation réelle est la suivante : dès 1947, le trait essentiel du monde actuel est apparu clairement à la surface, à savoir : qu'il n'y avait pas de règlement amiable, d'accord mutuel rendant possible une paix — même limitée dans la durée — et qu'un tel règlement était impossible. Ce fait s'est traduit immédiatement par la formation du bloc occidental et par des mesures encore plus précises (alliance militaire des cinq pays, dite Union occidentale, plan Marshall). En 1949, un deuxième facteur tout aussi important s'est manifesté clairement : le monde « occidental » ne pouvait pas réaliser son équilibre économique interne : à la pénurie succédait déjà la surproduction, le problème Europe-Amérique apparaissait, comme il l'est, insoluble. En même temps, le pacte Atlantique est mis sur pied et le réarmement américain commence au début 1950, six mois avant la guerre de Corée. Celle-ci donne une accélération énorme au processus et le fait entrer dans sa phase définitive.

Si la liaison des facteurs profonds avec les réactions concrètes a été chez les capitalistes et les politiciens occidentaux, consciente ou

non, à quel niveau et jusqu'à quel degré, n'est pas une question qui nous intéresse ici ; les amateurs pourront vraisemblablement trouver une réponse dans les « Mémoires » des protagonistes de la période d'ici cinquante ans. Ce qui nous intéresse, c'est le lien objectif évident qui existe entre la situation profonde du monde capitaliste et sa politique. Ce qui nous intéresse encore, c'est le contenu et la dynamique générale de cette politique, que nous essaierons de résumer brièvement.

Cette politique se résume en un mot : réarmement. Et ce mot est déjà plus qu'un simple mot, comme en témoignent les dizaines de milliards de dollars (milliers de milliards de francs) que déjà les Etats-Unis consacrent à la production de guerre. Quelle est la signification finale de ce réarmement ? Nous indiquons dans notre précédent numéro (1), après une brève description des méthodes de lutte de la bureaucratie stalinienne, que les Américains, face à cet adversaire, se trouvaient « désarmés socialement et historiquement. C'est la raison pour laquelle, faute de pouvoir vraiment l'affronter entièrement sur son terrain, ils ne peuvent que pousser concrètement à l'accélération d'une guerre généralisée ». Autrement dit, la seule force que les U.S.A. peuvent opposer à l'expansion de la bureaucratie russe, c'est la force militaire américaine.

Reprenons par le détail — détail tout relatif — les conditions qui déterminent la politique américaine. Il ne peut d'abord pas être question pour les Américains d'« abandonner » désormais des régions tant soit peu substantielles, au stalinisme. Il s'agit à la fois d'arrêter la modification incessante du rapport des forces qui s'opère ainsi — et dont la Chine offre de loin l'exemple le plus frappant — et la démolition « morale » de la coalition occidentale. Au minimum, la politique américaine doit se poser comme but le maintien du stalinisme dans sa zone de domination actuelle et, de ce point de vue, il est évident que les discours isolationnistes de certains républicains aux U.S.A. sont des purs bavardages. Il s'agirait donc, selon la formule respectable de l'« Economist », de contenir les Russes sans recourir à une nouvelle guerre mondiale. Mais s'il s'agit de contenir dans la réalité — et non simplement sur le papier — il faut avoir les moyens nécessaires pour cette fin. Les Américains peuvent-ils les avoir ?

L'affaire coréenne semble prouver que non. L'intervention chinoise a montré que le rapport de force actuel et réel était complètement défavorable aux Américains. Les Chinois en Asie, les Russes en Europe et dans le Proche-Orient peuvent raisonnablement tenir les forces d'intervention directe des Américains comme négligeables.

En Europe, par exemple : en acceptant pour l'armée russe le chiffre total de 170 divisions (qui pourrait facilement être doublé en cas de mobilisation et en tout cas considérablement augmenté par une mobilisation latente) ; en négligeant les armées des pays satellites, en supposant que 100 à 120 parmi ces divisions formeraient les forces opérant sur le théâtre européen ; en voulant bien admettre (on se demande d'ailleurs pourquoi) qu'une division « occidentale » vaut deux divisions russes (c'était le rapport du front oriental entre divisions allemandes et russes, cela le serait peut-être encore pour ce qui est des divisions américaines, mais certainement pas pour les autres divisions « occidentales »), il y aurait toujours besoin de 50 à 60 divisions, stationnées en permanence en Europe, comme force de « maintien ». (Encore cela laisserait-il aux Russes les avantages de l'initiative et de l'action selon les lignes intérieures). Or, ces 50 à 60 divisions, les Occidentaux espèrent les avoir à la fin de 1953. Pour le moment, nous sommes au début de 1951. Nous laisserons de côté ici les armes atomiques à la fois parce qu'elles ne sont plus le monopole des Américains et parce qu'elles sont considérées jusqu'à nouvel ordre comme des armes stratégiques, donc à effets nécessairement différés.

(1) Socialisme ou Barbarie, n° 7, « Corée : Fin de la guerre froide », p. 102.

Mais la mise sur place en Europe d'une force pareille, le besoin d'une force analogue en Extrême-Orient et d'une force de couverture suffisante dans le Proche Orient (dont la mise sur pied est par ailleurs presque impossible) ; la nécessité de garder des fortes réserves stratégiques aux U.S.A. même — tout cela implique non pas le simple « réarmement », mais la mise sur le pied de la guerre totale de l'ensemble du monde occidental, et ceci sous tous les aspects économiques, sociaux, politiques et militaires.

Nous voyons par là même où se trouvent les contradictions fondamentales d'une politique qui serait une politique de « maintien » : c'est que les moyens nécessaires pour assurer ce but ne se distinguent en rien des moyens nécessaires pour faire la guerre.

La conclusion est simple : la réalisation de ces moyens à l'échelle nécessaire sera une opération tellement dispendieuse que lorsque les moyens existeront, il sera plus rentable de faire la guerre que de ne pas la faire. Autrement dit, la « paix armée » est actuellement plus que jamais une utopie évidente. Le « réarmement », s'il doit se faire sérieusement — et les Américains semblent y mettre assez de sérieux — implique la mise sur pied de guerre de tous les pays occidentaux. Il est inutile d'insister sur la dynamique propre d'une telle situation, comme aussi sur ce que, pendant que les Occidentaux réarment, Staline ne commencera vraisemblablement pas à prendre des leçons de guitare.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Sur le plan économique, la politique du réarmement a bouleversé à la fois la situation et les perspectives de son évolution. On sait que, depuis le printemps 1949, une dépression relative s'était manifestée, dont nous avons décrit les premiers signes dans le n° 3 de cette Revue (2). Le problème de la pénurie et de la reconstruction qui avait plongé le capitalisme dans sa crise de 1946-1947, disparaissait et, après deux ans à peine de stabilité — stabilité largement artificielle — laissait la place au problème de la surproduction. Deux points l'indiquent clairement ; aux Etats-Unis, l'indice de la production industrielle qui avait atteint son maximum d'après guerre en octobre 1948 (176, 1937 = 100) a constamment décliné depuis cette époque jusqu'à juillet 1949 où il a atteint son minimum d'après guerre (144) ; la production industrielle américaine de l'année 1949 était inférieure de 8 % à celle de 1948. D'autre part, entre octobre 1948 et juillet 1949, le chômage aux Etats-Unis passait de 1.642.000 (minimum d'après guerre) à 4.095.000. Il a été en moyenne de 3.395.000 personnes en 1949 contre 2.064.000 en 1948 et a atteint son maximum en février 1950 avec 4.675.000 chômeurs (7,6 % de la population active).

Par la même, le problème des rapports entre l'économie américaine et le reste de la zone occidentale s'était posé à nouveau, car le déclin de l'activité économique aux Etats-Unis s'est traduit pendant cette période, par la diminution des importations américaines, donc la diminution des recettes en dollars des autres pays capitalistes. La dévaluation de septembre 1949 n'avait apporté qu'un palliatif provisoire à cette situation.

Sous la pression des premières mesures de réarmement, une reprise se manifestait depuis le mois de mars. Mais ce sont les événements de Corée qui ont déterminé le boom formidable qui continue à se développer. Deux facteurs ont agi dans ce sens : d'un côté l'accroissement immédiat et énorme des dépenses militaires des Etats-Unis, se traduisant par des achats immédiats et par des commandes qui vont en s'am-

(2) « La consolidation temporaire du capitalisme mondial », p. 62-64.

plifiant ; de l'autre côté la montée des prix des matières premières.

Ainsi la surproduction laisse de nouveau la place à la pénurie, cependant que tous les phénomènes de la phase d'expansion du cycle économique se manifestent : montée des prix, absorption des stocks, développement de la production, augmentation de la main-d'œuvre employée. Cette nouvelle phase d'euphorie du capitalisme jette d'autre part un voile sur le déséquilibre structurel entre l'économie américaine et le reste du monde : le réamorçage de la gigantesque machine productive des Etats-Unis met en branle la production des autres pays, accroît la demande de leurs produits et tendrait par là — n'étaient les obligations de réarmement de ces pays eux-mêmes — à faire disparaître leur déficit vis-à-vis des Etats-Unis.

La résorption de la surproduction et la nouvelle phase d'expansion de l'économie capitaliste deviennent possibles, car le réarmement signifie à la fois la restriction de la production (et de l'offre) d'objets de consommation et l'accumulation directe d'une partie du surproduit sous forme de stocks de moyens de destruction.

Mais le réarmement doit être financé, et cela ne peut se faire sans une modification de la répartition du revenu social, modification d'autant plus profonde que les dépenses sont plus grandes. Si l'économie capitaliste se trouvait préalablement en état de crise, si une partie de la main-d'œuvre et de la capacité des usines restaient inutilisées, les dépenses militaires pourraient être en partie et au début couvertes par la remise en marche du potentiel productif qui restait inutilisé. Mais ceci, comme le montre l'exemple de l'Allemagne nazie, ne saurait durer que jusqu'au moment où les dépenses militaires dépasseraient le produit additionnel. A plus forte raison, lorsque l'économie capitaliste se trouve déjà en situation de plein emploi relatif — comme c'était le cas au début de 1950 — le réarmement ne pourrait être financé autrement que par une augmentation du taux d'exploitation du travail. Augmentation de l'exploitation qui se réalisera à la fois par la réduction de la consommation, donc par la réduction des salaires réels — qui commence déjà sous l'effet de la montée des prix — et par l'augmentation de la durée de travail et de son intensité. Travail plus long et plus dur pour un salaire réel moindre, telle est la perspective que le réarmement pose devant la classe ouvrière.

Sur le plan des rapports entre états, l'évolution se traduit par une cristallisation des deux blocs beaucoup plus poussée qu'auparavant. Il n'y a rien d'absolument nouveau dans ce domaine : la Yougoslavie exceptée, les frontières politico-militaires des deux coalitions étaient depuis longtemps tracées rigoureusement et coïncidaient très exactement avec la ligne de démarcation entre les pays bureaucratiques et les pays bourgeois. Mais une certaine latitude existait encore, essentiellement pour les pays du bloc américain, dans le cadre de laquelle certains parmi eux pouvaient se permettre de prendre sur des plans mineurs une attitude « indépendante » : la reconnaissance de Mao Tsé Tung par l'Angleterre et d'autres membres du Commonwealth, le commerce anglo-russe, le trafic effréné entre la Suisse et le bloc oriental en sont les exemples les plus frappants. De manifestations analogues, il est de moins en moins question. La dynamique des choses impose aux satellites et aux vassaux de l'Amérique une attitude rigoureusement conforme face à l'adversaire ; et là où ceux-ci ne comprendraient pas tout seuls, les proconsuls américains se chargeront de le leur faire comprendre. De l'autre côté, les possibilités les plus éloignées d'un « titisme » quelconque pour les pays satellites de la Russie — en particulier les romans sur le titisme chinois — se sont évanouies, du fait qu'aucune perspective d'évolution « à part » n'existe concrètement pour aucun pays, même pour un temps limité. Ce n'est pas un des points les moins comiques de la situation que de voir les corfusions par lesquelles le malheureux Tito essaie de donner une apparence « socialiste » à son intégration graduelle dans le bloc américain. Là encore, la guerre de Corée a prouvé qu'il n'y avait pas de place pour une bureaucratie « indépendante » dans le monde actuel.

Mais le réarmement s'opère également sur le plan de la politique intérieure et des rapports entre les classes. Les aspects totalitaires de la structure politique des états bourgeois s'accroissent rapidement : là encore, c'est des Etats-Unis que le mouvement prend son point de départ. En même temps, la cristallisation s'effectue entre les deux camps. Les frontières entre les partis staliniens et le reste de la population tendent à devenir étanches, le rayonnement politique de ceux-ci est réduit au minimum. Non pas qu'il y ait un retournement pro-américain des populations. En Europe, par exemple, moins que jamais peut-être, les gens sont disposés à mourir pour défendre la démocratie de M. Truman et de M. Moch. Mais ils sont tout aussi peu disposés à crever pour le socialisme stalinien. L'emprise des partis communistes se réduit aux fidèles convaincus ; la grande partie des travailleurs perçoit l'essence réactionnaire de la politique russe autant que de la politique américaine et se cantonne dans le silence.

Ce silence, cette inaction seront-ils permanents ? Tout incline à penser que non. La détérioration des conditions de vie et de travail, déjà misérable, est inéluctable. Face à cette détérioration, la réaction ouvrière ne pourra à la longue que se manifester, à moins que la marche vers la guerre ne subisse une accélération extrême. Mais le problème n'est pas tellement de savoir s'il y aura des luttes ouvrières, mais si ces luttes permettront à la classe, ou tout au moins à des fractions de celle-ci, de faire des pas en avant vers la solution positive des problèmes qui l'arrêtent actuellement.

Il faut tracer immédiatement une limite aux possibilités de ces luttes car il est évident que la classe ne saurait ni achever son expérience du capitalisme moderne et de la bureaucratie ni matérialiser par la violence cette expérience avant la nouvelle guerre mondiale. Mais les conditions et l'attitude dans laquelle l'avant-garde de la classe abordera la guerre sont d'une importance extrême. Les ouvriers qui, à un degré plus ou moins poussé, ont une conscience de classe actuelle (c'est-à-dire ont compris aussi bien l'exploitation capitaliste que la mystification bureaucratique) se trouvent devant un double problème : d'un côté l'emprise que les représentants soit de la bourgeoisie, soit de la bureaucratie continuent à exercer sur la majeure partie des fractions actives du prolétariat ; de l'autre le fait que les formes traditionnelles d'organisation de la classe ont fait faillite ou sont remises en question. L'évolution de la situation d'ici la guerre pourra-t-elle les faire avancer dans la solution de ce double problème ?

Cette évolution ne pourra en général que miner l'emprise des bureaucraties réformistes sur le prolétariat. Même sous leur forme la plus moderne — travaillisme en Angleterre ou syndicats C.I.O. aux Etats-Unis — ces bureaucraties devront encore, surtout pendant la période qui s'ouvre, tenir le rôle d'agents du capital sous sa forme traditionnelle. Elles devront tâcher d'assurer la continuité de la production et de faire accepter au prolétariat la réduction de son niveau de vie.

Pour la bureaucratie stalinienne, le problème est plus complexe. Sa politique semblera sur le plan intérieur coïncider avec la « défense des intérêts ouvriers ». Elle tâchera d'atteindre ses objectifs — l'exacerbation des contradictions sociales, le sabotage de la production, la reprise en main de la classe ouvrière — en se posant plus que jamais comme le champion des revendications du prolétariat et l'organisateur de ses luttes. Mais, d'un autre côté, ce faisant, elle restera bureaucratie et bureaucratie inféodée au Kremlin. Sa « direction » et son « organisation » des luttes sera la même direction et organisation bureaucratique avec tout ce que cela implique ; sa collusion avec la politique russe restera évidente. Au total, elle récupérera peut-être en partie son emprise de masse, mais aussi des nouveaux éléments de l'élite ouvrière s'apercevront clairement de son rôle.

Il restera toujours le problème des formes d'organisation et de lutte. Dans la mesure où des luttes réelles seront engagées, auxquelles l'avant-garde devra participer, dans la mesure où presque fatalement le combat contre la direction et l'organisation bureaucratique sera une nécessité interne de ces luttes, le fait même que le problème sera posé en termes d'action et non plus en termes de réflexion — autrement dit qu'il faudra de toute façon faire quelque chose — indique qu'il sera de plus en plus posé sur le terrain sur lequel des solutions positives seront possibles.